

cahier émancipationS

Le manifeste de la
Grève pour l'Avenir

National

5

La gratuité des
transports publics
séduit toujours plus

Féminisme

10

Écoféminisme
et retraite

Racisme

14

Le racisme
environnemental
aux États-Unis



SPÉCIAL GRÈVE POUR L'AVENIR

Édito

ÉCOSOCIALISME OU BARBARIE : À NOUS DE CONSTRUIRE NOTRE AVENIR!

Face à l'ampleur et l'interdépendance des crises écologique, économique, sanitaire et sociale, face aux expérimentations, fausses solutions ou propositions meurtrières des classes dirigeantes, peut-on encore croire

en l'avenir ? Dans un précédent édito (356), nous affirmions déjà : « *il est trop tard pour être pessimistes* » ! Nous nous trouvons à un carrefour historique, sans retour possible. Une alternative écosocialiste est possible : la rupture avec une crise sans

précédent et le système qui la provoque et l'entretient. Oui, une sortie du capitalisme est urgente et nécessaire, mais nous butons encore et toujours sur les moyens... *le comment ?* Un début de fil rouge se dessine : « *nous ne paierons pas leurs crises* » !

Préalablement, détournons-nous des fausses solutions à l'emporte-pièce : solutions technologiques (géo-ingénierie, nucléaire ou voitures électriques partout), transformations politico-institutionnelles et économiques volontaristes des classes dirigeantes (Conseil d'État et conseils d'administration), capitalisme vert ou social-démocratie (deux impostures, une même impasse), ou encore toutes les mesures agissant d'abord sur les symptômes plutôt que sur les causes profondes. →

Votations

4

LOI CO₂: APRÈS LA VAGUE VERTE, LES EAUX GLACÉES DU « RÉALISME »

L'écologie sans lutte des classes, c'est du jardinage ! Initié par la Grève du Climat, le mouvement de la Grève pour l'Avenir a l'ambition de passer de la parole aux actes, en créant une jonction nécessaire avec le monde du travail et la Grève féministe, afin d'organiser des grèves de masse permettant d'obtenir des victoires politiques significatives. Partout en Suisse, là où vous le pouvez, rejoignez la première journée d'actions et mobilisations le vendredi 21 mai. Sonnez l'alarme climatique et sociale à 11 h 59 en faisant un maximum de bruit ! Participez au décloisonnement du mouvement « pour le climat » et des luttes sociales en battant le pavé après une trêve militante. Surtout, construisons quotidiennement un large mouvement de masse pour la justice environnementale et sociale, ancré sur nos lieux de formation, de travail et de vie !

Soyons toutefois modestes, nous n'en sommes qu'aux premières expressions de ce mouvement et nous faisons déjà face à des difficultés qu'il nous faudra affronter et résoudre. Pour cela, préservons les bonnes intuitions à l'origine du projet de la Grève pour l'Avenir : articuler les luttes sociales, sans compromis, défendre un programme d'urgence écologiste, féministe et solidaire, mener des batailles défensives (AVS 21, LPP 21 ou Mercosur) en proposant également des revendications à court terme, offensives et prioritaires (une reconversion écologique et sociale, une réduction massive et un partage équitable du temps de travail, un système de retraite solidaire en intégrant le 2^e pilier à l'AVS, le contrôle démocratique des investissements) au sein du capitalisme tout en gardant un horizon stratégique de rupture par la grève générale. Un tel objectif ouvrirait incontestablement des potentialités révolutionnaires qu'il nous faut construire *ici et maintenant*.

Comme l'affirme la Grève pour l'Avenir, il est désormais temps de s'organiser, se mobiliser et faire grève pour exiger une *transition juste* et réaffirmer la nécessité d'un changement radical de système !

Steven Tamburini
pour le groupe écosocialiste de solidarité

National

GRÈVE POUR L'AVENIR



Après une période transitoire d'isolation militante et sociale, pour nous, militant·e·s écosocialistes, il est urgent de se regrouper et coordonner activement en Suisse et partout dans le monde. Pour le troisième trimestre de 2021, nous devons également relancer des mobilisations massives autour des prochaines échéances de la Grève du Climat / Fridays for Future et de la COP 26.

Pour toutes les militant·e·s anticapitalistes, nous devons rapidement réfléchir collectivement et ouvertement à un projet politico-organisationnel capable de porter de telles aspirations, les discuter, en définir des priorités, puis nous organiser afin que nous puissions mener ensemble une intervention

consciente, articulée et significative au sein des mouvements sociaux et syndicats. Lorsque cela sera nécessaire et vital, nous devons nous saisir des outils institutionnels pour bloquer les futures réformes des classes dirigeantes en constituant des fronts larges ou uniques selon les situations.

Ces étapes nécessaires pourraient nous amener ces prochaines années au renforcement, au sein des réseaux et secteurs militants les plus conscients, de la nécessité d'avancer concrètement vers le mot d'ordre « *Changeons le système, pas le climat* » et qui porterait l'espoir de la constitution d'un front unitaire anticapitaliste organisé au niveau national.

La Chaux-de-Fonds	11 h 59	Place Espacité	Alarme climatique
Delémont	17 h 30	Place de la Gare	Manifestation
Fribourg	14 h	Place Python	Rassemblement puis cortège
	16 h	Place Python	Ateliers, concerts...
Genève	matin	Décentralisé	Piquets de grève devant les lieux de travail et de formation
	11 h 59	Décentralisé	Alarme climatique
	12 h	Places et parcs	Rassemblements, pique-niques...
	16 h	Plaine de Plainpalais	Rassemblement puis cortège
Lausanne	18 h	Parc des Bastions	Stands et événements
	13 h 30	Place de la Gare	Cortège des grèves scolaires
	14 h	Décentralisé	Rassemblements
Neuchâtel	17 h 30	Place de la Riponne	Manifestation
	11 h 59	Place Pury	Alarme climatique
	18 h	Place rouge, Jeunes rives	Manifestation à travers la ville
Vevey	11 h 59	Place du Marché	Alarme climatique
	12 h	Place du Marché	Débarque! Stands, discussions, musique...
	16 h 56	Gare	Départ pour Lausanne

TOUS LES ÉVÉNEMENTS → GREVEPOURLAVENIR.CH

11 H 59

ALARME CLIMATIQUE

PARTOUT

Faites du bruit de façon décentralisée ou rejoignez un rassemblement !

Impressum
23 n° par an
Journal solidarités
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E journal@solidarites.ch
W solidarites.ch/journal

Tirage
5 000 exemplaires
Comité éditoriel
Clara Almeida Lozar
Joseph Dähler
Cornelia Hummel
Margaux Long
Gabriella Lima

Iriona Lodeiro
Julien Nagel
Pierre Raboud
José Sanchez
Thomas Vochetta
Relecteur
Gaëlle Kovdly
Marc Leemann
Guy Rouge

Pascal Vosticki
Françoise Wos
Maquette et mise en page
Niels Wehrspann
Couverture
Niels Wehrspann avec
Coraline Beyerler

Abonnements
Annuel
Étudiant·e·s, chômeur·seuses, AVS/Al...
3 mois à l'essai
Soutien
Pour payer :
Demandes d'abonnement et changements d'adresse :
▶ abos@solidarites.ch

Contacts régionaux du mouvement
Genève
25, rue des Gares
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E info@solidarites.ch
W solidarites.ch/genève

Fribourg/Freiburg
Case postale 532
1701 Fribourg
E Fribourg@solidarites.ch

Neuchâtel
Case postale 3105
2001 Neuchâtel
T +41 79 502 79 53
E ne@solidarites.ch
W solidarites.ch/ne

Vaud
5 place Chauderon
1003 Lausanne
T +41 79 302 38 34
E voud@solidarites.ch
W solidarites.ch/vaud

LES FAUSSES SOLUTIONS DU « CAPITALISME VERT »

Le capitalisme vert prétend offrir tout une gamme de solutions, souvent technologiques, pour atténuer le réchauffement climatique. Retour sur les limites et effets néfastes du capitalisme vert.

Envoyer des « particules métalliques réfléchissantes dans la stratosphère » ; déployer des « voiles solaires réfléchissantes tendues dans l'espace » ; « Filtrer le CO₂ de l'air au moyens d'arbres artificiels, puis (...) le stocker de manière sûre sous terre » ; enfin, « ensemen- cer les océans avec du fer » : cette liste de fausses solutions figure sous le titre « Génie climatique » dans une nouvelle publication de l'Académie suisse des sciences techniques (SATW) sous mandat de la Confédération. On y trouve aucune mention de la démesure des moyens à mettre en œuvre. Par exemple, en plus d'être inefficace, l'ensemencement des océans nécessiterait de mobiliser plus que la totalité de la flotte mondiale ; il entraînerait les conséquences que l'on imagine en termes d'extractivisme ainsi que des effets inconnus sur les milieux marins. Quant à la proposition très en vogue de capturer et enfouir le CO₂, elle serait cataclysmique en cas d'accident au niveau du stockage.

Ces délires démontrent un entêtement et une foi inoxydables en des solutions techniciennes, régulièrement invalidées scientifiquement. Qui est derrière ces délires ? Déjà au moment du sommet de Rio en 1992, l'Académie des Sciences US publiait un papier du vice-président de General Motors proposant des solutions insensées de géoingénierie pour contrer le réchauffement, comme le déploiement de 50 000 miroirs en orbite autour de la terre ou de milliards de ballons en aluminium remplis d'hydrogène dans la stratosphère. Au sein des conférences sur le climat de l'ONU, l'industrie fossile reste présente, appuyée par la plupart des États, et a tout fait pour promouvoir des options qui soient compatibles avec le maintien de ses profits. En 2015, à Paris, le hiatus entre les constats accablants faits par le GIEC et la faiblesse des objectifs en termes

d'engagements est devenue encore plus patent. Après 25 ans de négociations, les émissions de CO₂ dépassent de 60 % celles de 1992, et, malgré l'accord de Paris, les mesures proposées par les gouvernements induisent un réchauffement de plus de 3° C !

Diktats absurdes

Tous les gouvernements « se sont soumis aux diktats absurdes de l'accumulation du capital. En particulier ceux des multinationales de l'énergie fossile, dont l'objectif n'est pas le passage aux renouvelables pour le bien de l'humanité et de la nature, mais le profit avant tout », comme le rappelle Daniel Tanuro. Ainsi le capitalisme oscille entre deux pôles, celui du négationnisme climatique encore bien vivace comme on le voit ici avec l'UDC, et celui d'une « économie verte » s'appuyant sur une absurde « croissance durable ». Ces

deux pôles correspondent parfois à des secteurs capitalistes différents, mais qui obéissent à une même logique de profit et d'accumulation.

On comprend qu'il est plus rentable de continuer à détruire la biosphère, notamment par les activités extractives, tout en offrant en parallèle des emplâtres technologiques ou des mécanismes financiers incitatifs sources de nouveaux bénéfices. Raser des forêts primaires riches de biodiversité et leur substituer ailleurs des monocultures avec des intrants et d'OGM, découlent de la même logique, totalement opposée à celle d'une agriculture vivrière respectueuse de la biosphère et au réen-sauvagement nécessaire.

Laisser les fossiles dans le sol... Mais les fissiles aussi !

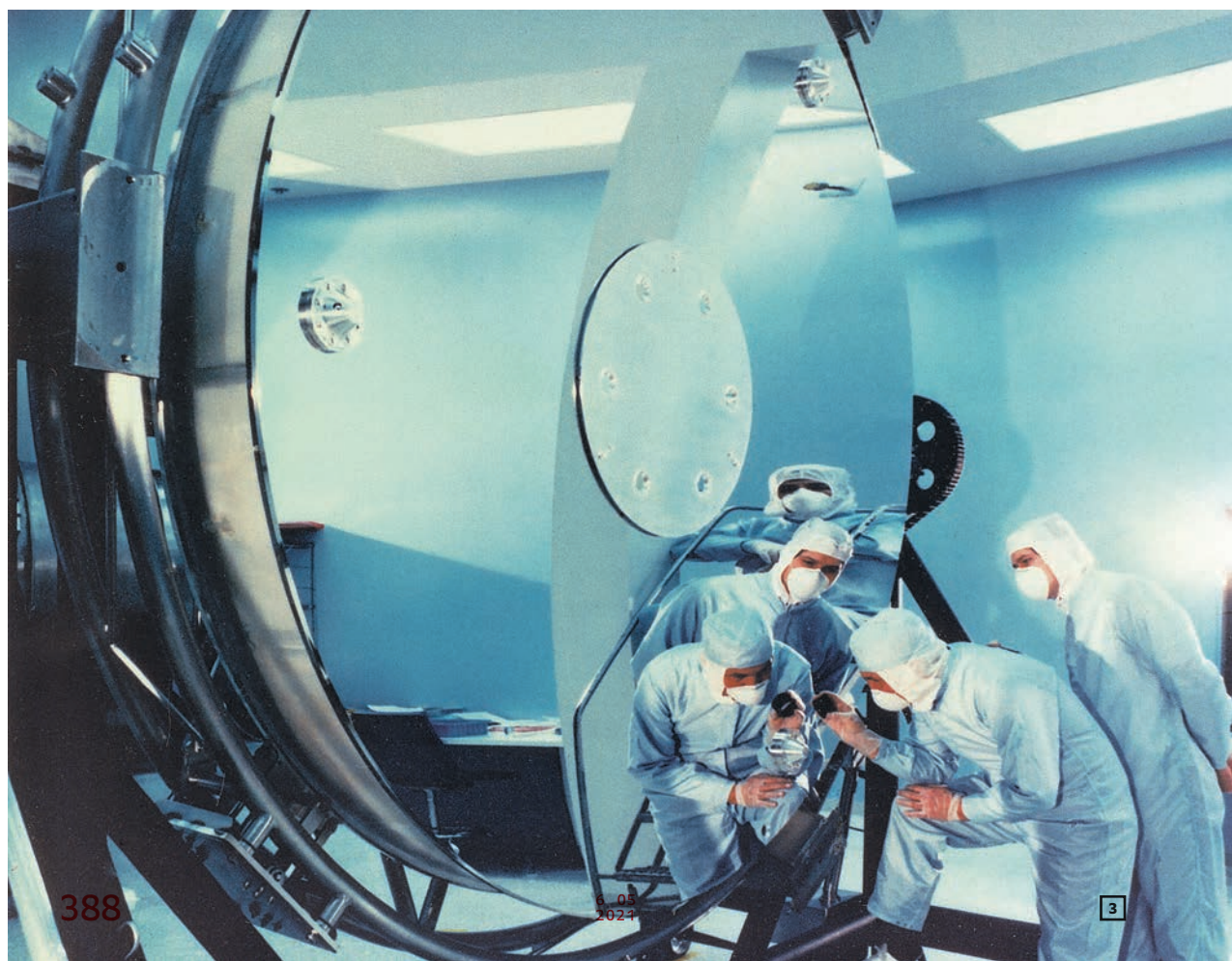
Inaugurant l'ère des catastrophes durables avec l'explosion du réac-

teur 4 de la centrale nucléaire de Tchernobyl il y a exactement 35 ans, confirmée par la destruction de trois des réacteurs de la centrale de Fukushima il y a 10 ans, la fission atomique est présentée comme faisant partie de la solution face à la nécessité de réduire drastiquement les émissions de carbone. Une récente offensive sur les réseaux sociaux en France tente de redorer le blason de cette industrie mortifère, profitant de l'éco-anxiété générée par la menace climatique. Notamment, les nucléocrates se targuent du fait que les scénarii retenus dans le résumé du rapport du GIEC de 2018 incluent l'énergie nucléaire dans le mix énergétique. Ils oublient de préciser qu'un renouvellement massif du parc nucléaire n'est faisable ni techniquement, ni politiquement. Sans compter le caractère durable de la contamination imperceptible, les maladies induites touchant les générations à venir, chargées en prime de surveiller les effroyables déchets d'une industrie du passé. Le nucléaire est une épée de Damoclès supplémentaire sur nos têtes, il est urgent de l'arrêter.

La liste des fausses solutions est bien plus longue, certaines sous couvert de transition énergétique. Face à ces tromperies, il est urgent de secouer les consciences, surtout si pour beaucoup « il est plus facile d'imaginer la fin du monde que la fin du capitalisme » !

Sébastien Bertrand

L'un des miroirs du télescope spatial Hubble. Des éléments similaires sont envisagés comme déflecteur de la lumière du soleil.



NASA

APRÈS LA VAGUE VERTE, LES EAUX GLACÉES DU « RÉALISME »

La campagne pour la loi CO₂ a vu le camp « progressiste » s'intégrer au camp bourgeois et se rallier à la grande communion autour de l'écologie de marché. Il a ainsi mis hors champ l'opposition de la Grève du Climat pour sauver la face.

Insuffisance, inefficacité et injustice. Qui sont les vrais irréalistes ?

« Cette fois-ci, il ne fallait pas s'y opposer mais se contenter des acquis que la loi permet », nous répète-on depuis le lancement du référendum contre la loi CO₂. Mais se contenter de quoi ? D'abord, cette loi est insuffisante : pour éviter un réchauffement global supérieur à 1,5° C, les pays capitalistes du Nord comme la Suisse doivent atteindre zéro émission nette d'ici 2030 et non 2050. De plus, plutôt que d'édicter des limitations à la pollution, cette loi mise sur la compensation et les quotas carbone qui renforcent la marchandisation des ressources naturelles.

Or comme le rappelle Julia Steinberger, avec de tels outils, la loi « permettra à chaque secteur économique d'éviter une réduction

concrète d'émissions » (*Journal du syndicat des services publics*, 19 mars 2021). Ensuite, la loi est inefficace : les taxes prévues sont insuffisantes pour limiter les habitudes de consommation de la population et passeront même inaperçues aux yeux des plus riches. Enfin, la loi est terriblement injuste : en Suisse, alors qu'elle instaure des taxes qui pèsent sur les plus précaires, elle ne prévoit aucune mesure contraignante contre la place financière qui pollue pourtant 22 fois plus que la population indigène.

À l'étranger, les compensations se feront essentiellement dans le Sud Global au détriment des populations locales et renforceront leur dépendance aux pays capitalistes du Nord. Comment penser qu'en se privant des principaux leviers de changement et qu'en marchandisant les ressources environnemen-

tales et humaines, il puisse être possible d'aller vers une sortie de crise sociale et climatique ?

Injonctions au réalisme et rappels à l'ordre

Aussitôt le référendum contre la LCO₂ lancé, les Vert·e·s et autres « progressistes » sont monté·e·s au créneau pour assurer que cette loi est un premier pas, certes insuffisant, mais qui permet des avancées importantes. Dans une telle situation, en vouloir plus, c'est se montrer irréaliste. Pire, c'est refuser ce qu'on aurait déjà gagné. Ainsi, le soir de l'annonce du lancement du référendum, Adèle Thorens assène à une gréviste du climat que « les points importants [obtenus] c'est aussi votre victoire » (RTS, Forum, 2 octobre 2020).

Qui peut donc bien tirer contre son camp ? D'abord, puisque c'est

le discours écologique radical qui a permis ces « avancées », il serait ingrat de les critiquer. À partir de là, quiconque ne communique pas dans l'exaltation du compromis à la Suisse et veut jouer les trouble-fêtes est décrédibilisé. Quiconque prétendrait se battre pour la justice climatique et écologique ne pourrait que refuser cette loi.

Changer le pansement ou penser le changement

Mais cette critique en ingratitude et en irréalisme cache un second verrouillage : celui de l'impossibilité de penser le changement autrement que sur la voie tracée par l'écologie politique. Dernier exemple en date : face à un gréviste du climat, une autre élue verte dit que lui « échappe un peu l'idée de dire tiens ! On a réussi à faire quelques avancées, on va leur tourner le dos parce qu'elles ne vont pas assez loin. » (Delphine Klopfenstein, RTS, Forum, 25 avril 2021). Pour elle, les critiques concernent le degré des mesures prises, alors que pour ses opposant·e·s c'est leur nature qui est inacceptable.

Ce genre de rappels à l'ordre masque le caractère pourtant irréconciliable des deux positions. Pour les opposant·e·s, la loi ne va certes pas assez loin, mais surtout assurer changer de trajectoire avec les logiques qui y ont conduit est une gigantesque mascarade. Voilà donc le second verrouillage de la majorité politique : le discours des « petits pas » nous fait croire à un changement progressif sans changer la nature profonde de notre société. Taxes incitatives, marché des quotas carbones et compensations à l'étranger font miroiter un aménagement progressif du capitalisme. Voilà notre position : tenir la ligne de l'écocapitalisme face aux chimères du capitalisme vert que porte la majorité politique.

De petits pas en petits pas jusqu'au naufrage final

« Aussitôt la loi passée, d'autres étapes sont prévues » nous dit-on. Mais lesquelles ? Sans tirer le bilan de l'échec du processus parlementaire qui a abouti à cette loi, ses défenseur·e·s nous promettent une suite à partir des mêmes recettes. Nous disons que c'est par la mobilisation de masse dans la rue et sur les lieux de travail ou d'étude que viendra le changement. Mobilisons-nous et construisons un front large de l'écologie radicale et anticapitaliste ! En route vers la Grève pour l'Avenir du 21 mai !

Guillaume Matthey Alexis Dépraz

Conférence en faveur de la LCO₂ chez le fabricant de machines MAN, 3 mai 2021





En Suède, le mouvement Planka incite à la désobéissance civile pour imposer la gratuité des transports publics en payant les amendes de ses membres.

National Écologie

LA GRATUITÉ DES TRANSPORTS PUBLICS RÉGIONAUX SÉDUIT TOUJOURS PLUS DE CANTONS

Les initiatives pour la gratuité des transports publics cantonaux se multiplient, avec Vaud qui rejoint Neuchâtel et Fribourg. C'est l'occasion de rappeler ce qui fait de cette idée un projet écosocialiste porteur.

La gratuité des transports publics régionaux n'est pas une idée nouvelle : de nombreuses villes françaises et belges ainsi que la capitale estonienne Tallinn l'ont déjà réalisée, et le Luxembourg l'a instaurée sur son territoire national. Ces expériences révèlent le potentiel de cette mesure et inspirent les initiatives cantonales suisses.

Une mesure de transition écologique, sociale et sanitaire

Les expériences de ces nombreuses villes montrent que l'instauration de la gratuité des transports publics engendre une réduction significative de l'utilisation de la voiture. Ainsi, la gratuité des transports pu-

blics régionaux, combinée avec une volonté politique de continuer à investir dans la qualité des réseaux et des infrastructures, font partie des mesures dont la Suisse a besoin pour atteindre ses objectifs climatiques. Elle permet aussi de réduire les coûts de santé liés à la mobilité, auxquels la voiture contribue à la hauteur de 71 %.

La gratuité des transports publics augmente en outre substantiellement le pouvoir d'achat des ménages. En Suisse, les économies réalisées par ménage dépasseront de loin celles observées dans d'autres villes et pays : aujourd'hui, les usager·ère·x·s contribuent à la hauteur de 44 % aux frais des transports publics, et les dépenses liées

aux transports s'élèvent à 7,7 % du budget des ménages.

De plus, la gratuité rend les transports publics accessibles à des personnes qui aujourd'hui doivent s'en priver ou recourir à la fraude. L'expérience de villes françaises montre que la majorité des nouvelles·aux usager·ère·x·s des transports publics suite à leur gratuité sont des personnes avec des revenus modestes ou précaires. En Suisse, le nombre de personnes voyageant sans titre de transport valable a augmenté de 25 %. En cas d'amende, ceci peut déclencher des cercles vicieux d'endettement et de poursuites. La gratuité des transports publics favorise donc l'inclusion sociale.

Franziska Meinherz

L'INITIATIVE VAUDOISE : UNE COALITION LARGE

L'idée d'une initiative cantonale pour des transports publics gratuits séduisait la gauche

radicale du canton depuis de nombreuses années. Maintenant, le moment est venu : le 21 avril, le

comité d'initiative annonçait le lancement de l'initiative pour cet automne. Le comité d'initiative est constitué de solidaritéS, du POP, des Jeunes Vert·e·s et socialistes, de la Grève du climat et du parti pirate.

FM

BATAILLE GAUCHE-DROITE À FRIBOURG

L'initiative constitutionnelle garantissant des transports publics gratuits a été déposée avec plus de 7000 signatures (6000 sont nécessaires). Un gros travail a été fourni par les organisations de jeunesse du PS, des Vert·e·s, du POP et de solidaritéS pour rassembler les signatures en pleine deuxième vague du Covid.

La votation populaire devrait avoir lieu en 2022, un an plus tard si le Grand Conseil décide de lui opposer un contre-projet. La campagne sera marquée par une bataille gauche-droite, le PSF et les Vert·e·s ayant apporté leur soutien à l'initiative. En parallèle, plusieurs motions seront discutées (au Grand Conseil et dans certains législatifs communaux), portant sur une gratuité limitée à certaines catégories de population. PAC

FINANCEMENT ET URGENCE CLIMATIQUE À NEUCHÂTEL

Lancée en octobre 2017, une initiative cantonale demande la gratuité des transports publics sans réduction des prestations.

Le manque de rentrées financières pourrait être compensé par une réduction des déductions fiscales liées aux frais de déplacement. Selon nos calculs, ce sont 45 millions par an qui pourraient ainsi revenir aux transports publics. Cela constituerait un nouveau point de départ pour une extension des transports publics (desserte et fréquence) afin de permettre un transfert dans le mode de déplacement.

Ce projet s'inscrit dans le contexte global de réduction impérieuse des émissions de CO₂ pour répondre à l'urgence climatique. À cela s'ajoute la lutte contre toutes les autres nuisances du trafic automobile : bruit, pollution de l'air, micro-particules, usure des routes.

JS



Eric Roset

LUMIÈRES, CATADIOPTRES, PARTEZ, FEU : LA CRITICAL MASS REPREND DES COULEURS!

Participer à une Critical Mass à Genève est presque devenu ces derniers mois une épreuve olympique : avant d'y aller il faut réviser la loi sur la circulation routière (LCR), slalomer soigneusement entre les barrages policiers, puis finir par rester sans broncher devant les intimidations de l'agent-e-x. Arrivé-e-x-s dans la masse cycliste, il faudra tout au long du parcours être soudé-e-x-s au possible, rester zen face aux vrombissements des éterné-e-x-s, faire attention aux scooters pressés. Et finir par partir en discrétion, histoire d'éviter de se faire amender en sortant de la masse.

La répression de la Critical Mass s'inscrit dans la répression plus globale du droit de manifester à Genève menée par Poggia (Conseiller d'État en charge de la Police) et Jornot (Procureur général), dans le but de tuer tout élan de contestation dans cette capitale des criminels en costard. Preuves en sont les motifs très variables pour lesquels des pluies d'amendes sont tombées lors des dernières : loi sur les manifestations, ordonnance Covid, loi sur la circulation routière (franchissement d'une double ligne, pas de lumières, ou de catadioptres,...); chaque édition est l'occasion de découvrir de nouveaux articles de loi.

Mais cette fois-ci, c'était la pluie sans les amendes. Probablement que les directives n'étaient pas fondamentalement différentes, vu le dispositif policier toujours totalement disproportionné. Mais face aux centaines de participant-e-x-s, rameuté-e-x-s grâce à la diffusion large du rdv de rassemblement, une intervention des robocops aurait déclenché des heurts.

Après les retrouvailles chaleureuses à la place des Grottes, le cortège a donc pu s'élancer pour un moment magique de promenade, parsemé de rencontres et discussions avec sa/son voisin-e-x-s éphémère de virage ou de montée. Puis une soirée joyeuse et endiablée au parc des Crochettes, marquant la fin d'une grande et belle édition!

On se voit à la prochaine ?
Rendez-vous vendredi 28 mai ! TB

Performance de Foofwa d'Imobilité pour le lancement de l'initiative, Genève, 29 avril 2021

Genève Écologie INITIATIVE CLIMAT URBAIN

UN PAS CONCRET VERS LA JUSTICE CLIMATIQUE EN VILLE

L'initiative cantonale Climat urbain lancée à Genève s'attaque aux causes et conséquences du réchauffement climatique en diminuant la surface dédiée au trafic individuel motorisé et en augmentant la végétation en ville. solidaritéS soutient le texte, avec un large front : à signer et faire signer!

L'initiative agit sur les surfaces : le texte demande de réduire l'espace dédié aux voitures (voies de circulation et stationnement) en transformant 1 % de la voie publique chaque année pendant 10 ans pour le convertir pour moitié en faveur de zones végétalisées, et pour moitié en voies pour la mobilité durable (piétonisation, aménagements vélo, sites propres tpg). Elle s'appliquera dans les treize communes de plus de 10 000 habitant-e-s du canton.

Agir localement pour le climat...

Cette initiative est une étape décisive pour faire face aux défis du changement climatique au niveau local. En diminuant les émissions de CO₂ liées au trafic motorisé, elle s'attaque aux causes du réchauffement. Mais elle vise aussi à se prémunir de ses conséquences, car l'effet « îlot de chaleur » aura un impact fort à Genève : une étude

prédit des hausses allant jusqu'à + 2,5 °C pour les années 2030, voire + 4,5 °C pour les années 2050. Or, la végétation joue un rôle majeur dans les mécanismes de baisse des températures : en désimperméabilisant les sols et en plantant des arbres, on favorise l'évapotranspiration et la création de surfaces ombragées permettent de réduire l'absorption de chaleur par l'asphalte sombre.

...et la justice sociale!

Les transports sont toujours le principal secteur émetteur de CO₂ en Suisse : cette initiative s'en prend donc à une source majeure. Elle le fait en ville, là où les moteurs individuels sont les plus faciles à remplacer. Elle permettra de survivre aux canicules estivales et favorisera aussi une réappropriation de l'espace public par les habitant-e-s. Rendre les rues à la population pour créer des espaces arborés profite avant

tout à ceux qui n'ont pas le privilège d'avoir un jardin ou une résidence secondaire. Alors que 12 à 29 % des enfants scolarisés en primaire à Genève n'ont aucune activité lors des vacances scolaires, il est crucial de favoriser des espaces sécurisés et verts dans les quartiers. Un bon aménagement de l'espace public profite d'abord aux classes populaires.

De plus, en réduisant l'espace dévolu à la voiture et en diminuant le stationnement, l'initiative agit de manière identique pour toutes les catégories sociales, sans faire du porte-monnaie de la population un outil de régulation du trafic motorisé. À l'heure où certain-e-s veulent ressortir des cartons les projets de péage urbain, il est grand temps de soutenir énergiquement les solutions qui permettent d'agir concrètement sans privilégier les plus nanti-e-s!

Thibault Schneeberger

FAIRE FACE À LA CRISE CLIMATIQUE À TOUS LES NIVEAUX (SUISSES)!

Passage en revue de trois plans climat suisses, chacun à son échelle: celui de la commune de Lausanne, celui du canton de Vaud et pour finir, celui porté par une partie de la Grève du Climat (pGdC), à portée fédérale.

Les objectifs de tous ces plans sont de diminuer efficacement les chances d'un réchauffement de plus d'1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels. Pour ne pas découpler la crise climatique de la crise sociale, ils devraient également respecter les principes de justice climatique, sociale et de proportionnalité, et s'assurer que les entités (individus, entreprises, entités publiques) prennent part à leur résolution à la hauteur de leurs responsabilités.

Lausanne en 2030:
0% carbone,
100% solidaire

Le plan lausannois est probablement celui qui surprend le plus – et en bien ! Comme en témoigne l'intertitre, tiré directement du document, la barre est placée haut. En termes de mesures proposées, il tient solidement la route concernant la mobilité et l'urbanisme, se refroidit toutefois concernant le chauffage (voir *solidarités* n°382),

et laisse sur sa faim concernant l'alimentation et le travail. De plus, les aspects du « comment » et du « quand » manquent de clarté (budget, sources de financement, absence de calendrier détaillé)... un peu comme si la plume avait manqué d'encre en cours de route – dommage, mais nous saluons le reste !

Vaud en 2030:
60% carbone,
100% néolibéral

Traiter le mal par le mal ? Avec des solutions à l'arrière-goût technocratique et des perspectives telles que l'augmentation du leadership des entreprises vaudoises (l'heure est-elle vraiment à la compétition ?), ce plan donne l'impression de se tromper de cible, faisant douter de sa bonne compréhension de l'énoncé de base : il ne s'agit pas de tirer profit de la situation actuelle, mais de renoncer à celui-ci autant que nécessaire pour se concentrer sur une résolution aux conséquences bénéfiques

pour tou-te-s ! Ne parlons même pas du calendrier qui semble se contenter du minimum, comme l'objectif de 0 % émissions carbone d'ici à 2050. Et le tout repose sur un apport significatif des technologies à émissions négatives. Est-ce avisé, sachant qu'en l'état actuel des connaissances, il y a controverse sur la capacité de ces moyens à jouer entièrement le rôle qu'on attend d'elles ?

Rappelons que le député Yvan Luccarini avait déposé en 2019 une initiative au Grand Conseil, qui s'attaquait sérieusement au problème avec des propositions réalistes et réalisables – moyennant une réelle prise de conscience des enjeux et capacité d'adaptation à la hauteur de l'urgence, éléments dont la majorité du Grand Conseil vaudois s'était montrée dénuée. Mention toute particulière au député PLR qui avait affirmé préférer déménager en Corée du Nord si une pareille loi venait à être acceptée (!) (voir *solidarités* n°352).

La Suisse en 2030 (pGdC):
0% carbone
et changeons de cap!

Ce plan est de loin celui qui pousse la réflexion le plus loin (voir *solidarités* n°383). Au programme, des sujets fondamentaux comme la remise en question du caractère privé des propriétés « nécessaires au bon fonctionnement de la société », ou encore la dénonciation déterminante des secteurs économiques dans les mécanismes ayant conduit à la crise actuelle. Il remet en cause le PIB comme indicateur de quoi que ce soit de réellement intéressant sur le plan humain, et le remplace par un Indice du Développement Durable (IDD), avec pour indicateurs : « l'éducation, l'espérance de vie, le revenu, les émissions de CO₂ et l'empreinte écologique ». Un plan audacieux, et en même temps hétérogène. Seule une petite partie du mouvement (en majorité de Suisse alémanique) a participé à sa rédaction. Aussi, les auteurs-trices appartiennent à des courants idéologiques potentiellement discordants.

C'est notamment une membre des Verts'libéraux qui a rédigé le gros du chapitre sur les finances, alors que des solutions durables et équitables à la crise sont impossibles dans le cadre du libéralisme économique. Notons qu'il est quand même question de : « transformer les entreprises détenues par les actionnaires en coopératives gérées démocratiquement ». Un bon objectif, mais il ne faudra pas s'attendre à ce que des vautours renoncent d'eux-mêmes à leur proie !

Finalement, certains éléments manquent aussi. Quid de la question des retraites, ou encore du rôle du mode de production capitaliste ? Il reste l'étiologie indiscutable de la crise globale, pourtant jamais remise en question; alors que si on pouvait l'attendre d'un plan, c'était bien de celui-ci.

Ces plans, bien que n'engageant que ceux et celles qu'ils convainquent, ont tous un point positif en commun : celui d'exister. Ils pavent la voie pour la suite, servent de base à la critique constructive et aux mobilisations qui, nous n'en doutons pas, seront au rendez-vous quand les objectifs déclarés ne seront pas atteints. En parallèle, sachez que les termes : « auto-organisation, mobilisation et résistance » (*solidarités* n°371) restent et resteront un terreau fertile pour faire émerger, ensemble, des solutions durables !

Marc Wirth pour le groupe de travail écosocialiste de solidarités Vaud

Le Conseil d'État vaudois a vite enterré ses belles déclarations autour de son plan climat lorsqu'il a fait évacuer la Zad du Mormont, une occupation écologiste inoffensive.



Alexandre Salama

LE 21 MAI, TOUTES ET TOUS EN GRÈVE POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE!

Nous reproduisons ici le texte du manifeste de la Grève pour l'Avenir, publié le 6 avril 2021 en prévision de la journée de grèves et mobilisations du 21 mai.

Partout dans le monde, des millions de personnes descendent dans la rue pour un avenir plus juste. Ils-elles sont révolté·e·s par des terribles feux de forêt, des camps de réfugié·e·s surpeuplés, les conditions de travail indécentes ou la destruction des écosystèmes. Ces crises sont réelles et leur urgence exige

une action immédiate et radicale. Leurs causes et la logique qui les alimentent sont bien connues: l'exploitation de la nature et de l'humain induite par une croissance économique aveugle, le patriarcat et l'impérialisme.

Les gouvernements, les grandes entreprises et les institutions financières n'ont

aucun intérêt à apporter des réponses à ces crises. Le côté antidémocratique de notre politique parlementaire l'empêche d'aborder sérieusement ces questions. Les crises économiques, écologiques et sociales générées par le système capitaliste ne peuvent donc être résolues en son sein.

La transition vers une société écologique et socialement juste nécessite une mobilisation sans précédent. Face à l'inertie des décideurs·euses, unissons nos forces et créons des structures démocratiques de base nécessaires à la transition à une société sociale et écologique!

NOS REVENDICATIONS

1 Atteindre la neutralité carbone au plus vite ; ne pas dépasser 1,5 degré !

La crise climatique aggrave toutes les autres. Un réchauffement global de 2 degrés pourrait causer entre 300 millions et 3 milliards de morts ! Les émissions responsables de ce réchauffement sont en grande partie dues à notre système énergétique. Nous devons au plus vite sortir des énergies fossiles pour passer aux énergies renouvelables, créant ainsi de nombreux emplois. Mais cela ne suffira pas, il nous faut également baisser notre consommation.

2 Crise globale, réponses globales

La politique internationale et le système économique globalisé sont à l'origine des crises sanitaires, économiques, écologiques et sociales. Les monopoles des multinationales et les accords de libre-échange détruisent l'environnement. Ils augmentent la fréquence des phénomènes climatiques extrêmes, avec un impact dévastateur sur le Sud et sur les minorités discriminées du Nord.

Nous demandons une réglementation légale des industries en accord avec les droits humains et les objectifs écologiques fondamentaux définis par l'ONU.

3 La santé est un droit

La crise écologique est aussi une crise sanitaire. Les atteintes à l'environnement renforcent les événements climatiques extrêmes et les pandémies. Le réchauffement climatique, la pollution, l'élevage, l'étalement urbain ou encore la destruction des habitats naturels ont et auront des effets terribles pour la santé des populations.

Nous ne sommes pas tou·te·s égaux·ales face aux risques actuels et à venir. C'est pourquoi nous avons besoin d'un système de santé fort, résilient et solidaire. Toute la chaîne de la santé, de la recherche aux soins en passant par l'industrie pharmaceutique, doit relever du service public et être affranchi des logiques de profit.

4 Le climat et la biodiversité sont deux facettes de la même crise

La biodiversité est un aspect fondamental qui permet le fonction-

nement de tous les écosystèmes, lesquels sont à la base de toute vie. Les humains en sont aussi dépendants et doivent donc la protéger.

Alors que la sixième extinction de masse a déjà commencé, nous exigeons qu'avant toute décision future, l'impact sur la biodiversité soit pris en compte. Nous revendiquons ainsi la fin du recours à des produits et des méthodes nocives pour l'environnement.

5 Mise sur pied d'une culture collective solidaire et d'une sécurité sociale pour les acteurs·rices du milieu culturel

L'art et la culture sont des vecteurs d'éducation populaire. La création culturelle doit être reconnue comme service d'utilité publique. Nous demandons une vraie reconnaissance de ces métiers, un soutien financier et des procédures administratives simplifiées pour les personnes et structures qui font vivre la culture.

6 Nous avons besoin d'une démocratie délibérative

directe, pour résoudre l'urgence écologique et sociale

Nous croyons généralement que nous vivons dans une démocratie, mais ce n'est que partiellement vrai. Le lobbying, le financement opaque des campagnes politiques, le cumul des mandats, le contrôle de l'information empêchent la tenue d'un débat équitable. De plus, tout le monde n'est pas en mesure de participer à notre « démocratie » : environ 25 % des personnes vivant en Suisse n'ont pas le droit de vote et un pourcentage encore plus élevé n'a ni les ressources ni le temps libre pour se présenter aux élections.

Nous demandons le droit de vote pour les personnes migrantes et un financement transparent de la politique, mais également l'inclusion des personnes concernées dans les projets législatifs et politiques pertinents. Dans le cadre de l'élaboration de la politique climatique suisse, il est essentiel que celles et ceux qui travaillent et vivent ici aient leur mot à dire.

7 Organisation collective et démocratique de l'économie

L'objectif à long terme est d'établir une société répondant aux besoins fondamentaux de la population, dans le respect des limites de la planète, rompant ainsi avec un système guidé par le seul profit à court terme au bénéfice d'une minorité privilégiée.

En termes de développement économique, le processus d'amélioration significative des conditions de vie de la société devrait primer sur la croissance et le profit. La manière dont nous produisons doit être basée sur les besoins et la santé de la société et de l'environnement.

8 Pour des voies de migrations sûres et légales et la reconnaissance de la crise climatique comme motif d'asile

De nombreuses personnes voient leurs moyens de subsistance être détruits par la crise climatique et se retrouvent forcées de quitter leurs foyers. Nous exigeons la libre circulation de tou-te-s et des droits identiques pour toutes et tous, indépendamment de leur statut. À court terme, nous exigeons la mise en place d'importants programmes de sauvetage en mer.

Nous exigeons aussi que les entreprises basées en Suisse respectent les droits humains et de l'environnement à l'étranger. Les conséquences du réchauffement climatique doivent être reconnues comme un motif d'asile en Suisse.

9 Pour le droit à un emploi durable, dans de bonnes conditions, avec une rémunération juste, et un travail qui fait sens!

L'organisation économique actuelle est caractérisée par l'exploitation sans limites des ressources et des personnes. Elle contribue à la destruction de l'environnement, accentue les inégalités sociales, rend malade et participe au manque de sens de nos vies. Le tournant écologique implique le démantèlement des industries et services polluants. Mais ce n'est pas aux travailleurs-euses des secteurs de payer ce tournant. Ils-elles doivent bénéficier de garanties de revenus ou d'emploi et de possibilités de reconversion.

Nous voulons donc des investissements publics majeurs dans la création d'emplois durables, stables, sains, rémunérés correctement. Cela nécessite un service public fort financé proportionnellement aux revenus et fortunes ainsi que l'arrêt des privatisations.

Nous voulons plus de démocratie sur les lieux de travail. Les travailleurs-euses doivent être inclus-e-s dans la prise de décisions concernant les méthodes de production et les conditions de travail au sein de l'entreprise, ce qui comprend la diminution des écarts de rémunération.

Nous demandons une réduction du temps de travail avec une compensation salariale complète : des semaines de travail plus courtes, un congé parental plus long et un abaissement de l'âge de la retraite ! Nous réduirons ainsi l'empreinte écologique, créerons les conditions du plein emploi et d'une répartition équitable du travail domestique, éducatif et de soins aux proches.

10 Pour un avenir écoféministe!

La surexploitation de la nature, des femmes, des personnes transgenres et/ou non binaires, des êtres et du Vivant ont une même origine : les systèmes de domination patriarcale, capitaliste, néolibérale et colonialiste.

L'écoféminisme nous donne les clés pour un avenir plus harmonieux, où le Vivant est respecté. Nous voulons vivre dans une société solidaire sans racisme, sans sexisme, sans homophobie, sans transphobie, sans validisme et sans écocide.

11 Pour un système alimentaire social, paysan et agro-écologique

Le modèle agro-industriel actuel, axé sur l'exportation, les monocultures et la transformation industrielle, est extrêmement nuisible à l'environnement et ne garantit pas le droit fondamental de tou-te-s à une alimentation saine et adéquate. Il ne respecte pas non plus le droit des producteurs-trices à un revenu décent.

Nous appelons à la mise en œuvre de la souveraineté alimentaire. À cette fin, la Déclaration des Nations unies sur les droits des travailleurs-euses ruraux-ales doit être mise en œuvre le plus tôt possible.

12 Réduction des transports privés motorisés et développement des transports publics

Nous devons réinventer notre façon de nous déplacer en accord avec les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Nous avons besoin de transports publics gratuits, accessibles, efficaces, décarbonés et rapides, sans divisions en classes. Il faut également développer un réseau européen de trains à grande vitesse et des itinéraires à vélo.



Banderole à Uni Mail, Genève

13 Une éducation pour une société juste sur les plans climatique et social

La notion d'éducation est aujourd'hui comprise comme étant limitée à l'éducation à l'école et à la formation professionnelle. Mais elle doit avoir pour objectif de résorber les inégalités fondées sur la classe, les moyens financiers, le handicap, le genre ou encore le fait d'être issu-e de la migration. Elle doit contribuer au développement de l'autodétermination de chacun-e et être conçue comme un projet intergénérationnel, s'étendant sur toute la durée de la vie. L'éducation ne doit pas se centrer sur des compétences strictement utiles au marché du travail et doit pouvoir fournir aux personnes les capaci-

tés nécessaires pour éviter la catastrophe climatique.

14 Un système financier transparent sans investissements polluants et meurtriers

Les institutions financières doivent utiliser leurs ressources pour permettre une transition vers la neutralité carbone en respectant les critères de durabilité et les droits humains. En outre, aucun nouvel investissement ne doit être accordé aux entreprises extrayant des combustibles fossiles ou contribuant de quelque manière que ce soit au dépassement de l'objectif de 1,5 degré !

Adaptation et coupes de notre rédaction. ■

ECOFÉMINISME ET RETRAITE

Le système suisse des retraites ne doit pas être réduit à des dimensions démographiques et économiques. Il doit également être analysé selon une double perspective écologique et de genre.

En tant que seule assurance sociale en Suisse, l'AVS permet de combler une partie des inégalités liées au genre, aux bas salaires ainsi qu'au travail non rémunéré. Le « *splitting* » implique également que les cotisations versées par les conjoints soient partagées. Les bonus pour tâches éducatives et de soin permettent enfin une augmentation de la rente pour les années de prise en charge d'enfants ou d'un parent impotent.

Solidaire, l'AVS fait le lien entre les générations : les cotisant·e·s actuel·le·s financent les rentes des personnes retraitées. Mais l'AVS est une assurance sociale qui doit être améliorée, notamment en termes de montant des rentes. Le 2^e pilier (PP), quant à lui, creuse les inégalités et participe à la destruction de l'environnement ainsi qu'au dérèglement climatique.

Une opposition claire à AVS21

L'année de lutte 2021 a mis en avant l'opposition à AVS 21, cette réforme qui vise à faire des économies sur le dos des femmes en augmentant l'âge de leur départ à la retraite. Au sein de la Grève féministe, on ne sait pas ce qui énerve le plus : ne pas être écoutées – les votations précédentes ont toutes refusé cette augmentation –, ou le fait que ce projet ait été présenté juste après la mobilisation historique du 14 juin 2019 par Alain Berset. Dans la même logique, on pourrait revoter pour les 6 semaines de vacances jusqu'à ce que ce soit accepté.

Les militant·e·s de la Grève féministe ont énormément travaillé sur l'opposition à AVS 21 en mettant sur pied une formation et en produisant tracts et articles.

Les chiffres en rouge sont constamment sortis par le gouvernement usant toujours de la même stratégie de peur. Les finances de

l'AVS ne sont pas dans un état catastrophique comme veulent le faire croire les politiques. De plus, d'autres moyens sont possibles pour renflouer les caisses.

Renforcer l'AVS pour réduire la dépendance à la prévoyance professionnelle (PP)

Le 2^e pilier a pour but de maintenir le niveau de vie. Pourtant, 44 % des nouvelles retraitées n'ont pas droit à la PP, contre 15 % d'hommes. Ces cotisations sont obligatoires à partir d'un certain taux de travail (ce n'est pas le cas si on cumule plusieurs emplois à temps partiel !) et proportionnelles au salaire. Cela crée des inégalités colossales en particulier pour les femmes qui gagnent moins et/ou qui arrêtent ou réduisent leur pourcentage de travail. Aucun bonus éducatif n'est comptabilisé. En voyant la diffé-

rence entre la rente moyenne du 2^e pilier pour les femmes de 1547 francs et celles de 2949 francs pour les hommes, difficile de croire que l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes est une mesure qui vise l'égalité.

Nécessité écologique

Vouloir renforcer l'AVS afin de réduire la dépendance au 2^e pilier est également une nécessité écologique. Aujourd'hui, plus de 1000 milliards de francs de cotisations à la PP sont laissés à la libre gestion des banques et des assurances. Ceci implique des coûts importants de gestion de l'argent, soit 6 % des cotisations versées qui disparaissent. Assurances et banques investissent dans des secteurs climaticides. Pour un futur égalitaire, féministe et écosocialiste, le 2^e pilier est à placer à l'intérieur de l'AVS. Une refonte du système est nécessaire pour viser

À LIRE

Une BD explique le système des retraites des 3 piliers, ce que prévoit AVS 21 et les alternatives possibles.

→ grevefeministe.ch

l'égalité, mais également parce que les investissements depuis la Suisse émettent 20 fois plus de gaz à effet de serre que l'ensemble de la population résidant en Suisse. Dès juillet 2020, la Grève Climat a contacté banques et assurances afin de les questionner sur leurs mesures face à la crise climatique.

Les demandes des grévistes sont précises : transparence sur les flux financiers ; 0 émissions de gaz à effet de serre en 2030 ; plus aucun investissement dans des projets d'énergie fossile.

Toutefois, aucune mesure volontaire de ces institutions capitalistes ne peut répondre à la catastrophe climatique. Une baisse de fonds monétaires par le déplacement de la PP vers l'AVS empêcherait l'investissement dans des projets nuisibles pour le climat. De plus, l'AVS est une mesure solidaire et platonnée qui s'oppose au modèle de capitalisation individuelle du 2^e pilier. La renforcer constitue une mesure transitoire à défendre en tant que mouvement anticapitaliste. Continuons à faire pression dans la rue lors de la Grève pour l'Avenir du 21 mai et emparons-nous de la question hautement politique des retraites d'un point de vue anticapitaliste.

Manon Zecca

Action pour dénoncer les investissements fossiles des institutions financières suisses, juillet 2020





Manifestation contre l'accord UE-Mercosur, Madrid, 24 mars 2021

Féminisme Écologie **CAMPAGNE CONTRE LE TERRICIDE**

ÉCOFÉMINISME ET DÉCOLONIALITÉ

María Eugenia García Nemocon, membre de la commission écoféministe de Ecologistas en Acción, ainsi que de Acción y Trawunche, revient sur les campagnes menées contre les terricides, au croisement des luttes contre l'extractivisme, le racisme et le sexisme.

En février 2020, le premier campement climatique convoqué par les sœurs du Mouvement indigènes pour le *buen vivir* a rassemblé des militantes venues des 36 nations originaires de ce qui s'appelle aujourd'hui l'Argentine. Les femmes ont toujours joué un rôle prépondérant dans la défense des territoires qu'elles habitent et dont elles font partie. Leurs luttes sociales, écoféministes et populaires, sont à l'avant-garde dans tout le Sud global, malgré le fait que le regard eurocentrique/colonial place les femmes indigènes et noires au plus bas échelon de la société.

Ces militantes ont construit le concept de terricide. Ce terme désigne non seulement l'assassinat des écosystèmes tangibles et des peuples qui y habitent, mais aussi la destruction de tous les cycles régulant la vie sur terre.

En mars, a débuté une marche de membres du mouvement des femmes indigènes pour le *buen vivir* (littéralement le « bien vivre ») et d'activistes pour exiger que le terricide soit considéré comme un crime contre l'humanité et la nature. Cette marche demande que les mouvements du monde entier soutiennent cette campagne pour renverser et arrêter la dépossession des terres, l'extractivisme et la destruction de la vie dans toutes leurs manifestations réalisées par les entreprises et les États. Elle revendique aussi la pratique du *buen vivir* comme droit.

Alternative au développement: le *buen vivir*

Le *buen vivir*, concept de la philosophie indigène, désigne une forme de vie harmonieuse avec la terre, la nature et avec tous

les êtres visibles et invisibles qui l'habitent. C'est un bien-être collectif, hérité de la mémoire ancestrale des biens communs. Les pratiques ancestrales du *buen vivir* des communautés indigènes encore subsistantes, bien que ne représentant pas plus de 5 % de la population, ont préservé environ 80 % de la biodiversité de la planète. Ces pratiques affrontent les grandes entreprises et consortiums multinationaux, appuyés par les gouvernements locaux.

Défenseuses du territoire

Les écoféminismes du Sud remettent en question le colonialisme, étant donné que, malgré leur indépendance par rapport aux métropoles, les États-nations instaurés ont reproduit les valeurs et les modèles hérités des conquistadores. Ces modèles, basés sur l'exploitation des biens naturels

communs, dévalorisent la qualité humaine des peuples originels et des populations noires.

Dans les territoires des Suds globaux, il existe de multiples collectifs, assemblées et communautés de femmes organisées. Beaucoup d'entre elles ne se dénomment pas toujours écoféministes, parce que leurs connaissances et leurs résistances dérivent de conceptions cosmologiques-philosophiques du monde liées et intégrées à la nature. Elles estiment que leurs connaissances et leurs pratiques sont antérieures au concept d'écoféminisme.

Beaucoup d'entre elles lient leurs luttes à différents enjeux : la défense de leur culture, de leurs connaissances ancestrales, des espaces sacrés, des spiritualités diverses, de la défense des semences autochtones, de l'eau comme bien de base et de toutes les formes de vie. De plus, les apports théoriques-politiques des écoféminismes à vocation décoloniale ont provoqué des avancées liées à la justice restauratrice de la biodiversité. Elles affirment également la nécessité de concevoir les écosystèmes, les forêts et les cours d'eau comme sujets politiques et sujets de droit.

Les écoféminismes du Sud global répondent à la nécessité de construire des propositions apportant des réponses à la crise. Leurs contributions rompent avec la spoliation coloniale – comme le sont par exemple les pratiques d'extraction des minerais et des hydrocarbures, des monocultures et des développements hydroélectriques. Elles questionnent le « développement » capitaliste et promeuvent des alternatives qui transcendent et dépassent la vision anthropocentrique et coloniale.

Ainsi les apports écoféministes, antiracistes et décoloniaux sont des axes déterminants pour pouvoir parler de justice démocratique socio-environnementale et pour produire des connaissances, des interrelations politiques, épistémiques et économiques alternatives du point de vue de l'hétérogénéité, afin de subvertir le système.

En conclusion, ces luttes rendent effective la contradiction entre le capital et la vie. Face à cette dernière, une accumulation de biens et de capitaux supposant misère, inégalité, faim n'a aucun sens. La marche contre le terricide est l'une des manifestations en ce sens. Elle met effectivement la vie au centre.

María Eugenia García Nemocon
Traduction du castillan : Hans-Peter Renk

QUELLES MOBILISATIONS AU SEIN DES SYNDICATS SUISSES?

Léa Ziegler est syndicaliste au Syndicat des services publics (SSP) et militante au sein de la Grève pour l'Avenir. Elle nous rend compte de la participation et des actions engagées par ce syndicat.

Les jeunes lycéen-ne-s et étudiant-e-s sont particulièrement sensibles aux mobilisations climatiques. Qu'en est-il des membres des syndicats de l'USS? Déjà au début des grèves estudiantines, le SSP était favorable à ces mouvements sociaux. Dans un premier temps, les enseignant-e-s membres du SSP ont été confronté-e-s à ces luttes par le biais de leurs étudiant-e-s et de leurs élèves et ont lancé des appels pour les soutenir dans leurs démarches. Ils et elles ont en particulier demandé de ne pas mettre de notes ou d'imposer de sanctions les jours où les grèves se sont déroulées, et d'organiser des discussions autour de cette thématique. Ensuite, ces jeunes se sont rendu compte qu'il fallait décloisonner leur mouvement et il y a eu des demandes formelles aux syndicats pour rejoindre la Grève pour l'Avenir.

Au plan national, le SSP a été le tout premier syndicat à se positionner formellement à l'occasion de son Congrès national en novembre 2019, en votant une résolution de soutien à une majorité écrasante des quelques centaines de délégué-e-s présent-e-s.

Comment cela se matérialise? Certains secteurs du syndicat sont naturellement plus fortement engagés que d'autres sur leurs lieux de travail grâce à l'impulsion de certain-e-s membres déjà actifs-ves dans le mouvement au préalable. Je rappelle que nous sommes vraiment au début du mouvement, le 21 mai prochain est une première étape. Dans l'enseignement, des collectifs se sont créés, avec des modes d'actions différents selon les régions et selon l'âge des élèves : par exemple en mettant sur pied des journées thématiques. D'autres sont davantage dans un rapport de force vis-à-vis de leurs direc-

tions. Les deux démarches sont intéressantes.

Dans le canton de Vaud, plusieurs démarches sont en cours, notamment le groupe enfance qui a dressé un cahier de revendications et s'active beaucoup autour de ces questions. Dans le canton de Neuchâtel, nous allons essayer de mobiliser dans le secteur de la santé où la CCT Santé 21 est renégociée sous haute tension.

Comment faites-vous le lien avec les sujets climatiques dans les secteurs du social et de la petite enfance? Par le biais du thème de l'éducation. Nous sommes responsables de l'avenir de ces personnes, notre devoir est aussi de les protéger contre les menaces climatiques. Il y a aussi la perspective des services publics,

qui ont besoin d'être davantage valorisés et étendus. Nous avons des revendications liées directement à la place de travail. Nous introduisons les questions de l'alimentation (quelle nourriture on sert à midi), de l'agriculture produisant la nourriture, du gâchis alimentaire, des bâtiments, etc.

Nous avançons aussi une défense des métiers du *care*, actuellement sous-valorisés et sous-payés, en manque d'effectifs, avec du personnel majoritairement féminin victime de discriminations salariales entre autres.

Au niveau fédéral et de l'USS, comment se présente la situation? La Grève pour l'Avenir sera clairement d'une première étape, nous ne sommes pas encore à la porte

de la grève générale ! Dans notre résolution de 2019, il y avait aussi un appel pour que les fédérations composant l'USS s'engagent dans la Grève. Une assemblée des délégués de l'USS a pris favorablement position pour soutenir et s'engager dans ce mouvement. D'autres syndicats au niveau régional sont aussi engagés, tel que le SIT à Genève.

L'enjeu est désormais d'étendre la lutte pour la justice sociale et climatique aux secteurs qui ne sont pas encore mobilisés.

Certaines formes d'engagement (ZAD, occupations pacifiques, désobéissance civile) des mouvements climatiques sont très différentes de celles pratiquées par les syndicats. Est-il possible de développer tout de même une unité d'action? Nous nous rendons compte que nous avons besoin de converger pour créer un rapport de force suffisant.

Même si les modes d'action diffèrent, nous arrivons à collaborer. Les syndicats ont leurs revendications propres, leurs moyens d'actions propres. Nous n'allons pas décrédibiliser une action parce ce n'est pas la nôtre. Pour l'instant, cela ne nous a pas causé de souci.

Ce qui essentiel c'est que nous réfléchissions à continuer la mobilisation cet automne et à renforcer la présence des syndicats et de leurs membres dans ce mouvement. Le 21 mai est une première étape dans la construction de perspectives sur le long terme.

Propos recueillis par la rédaction

1^{er} mai 2021 à Genève



Eric Roset

TRANSFORMATION ÉCOSOCIALISTE ET INDUSTRIE AUTOMOBILE

Les défis de la transformation écosocialiste sont nombreux, notamment quant à leur impact sur le terrain de la production. Juanjo Álvarez, militant de Anticapitalistas (État espagnol) revient ici sur le cas de l'industrie automobile.

La menace d'une crise écologique, parfois décrite en termes apocalyptiques, existe depuis des décennies dans notre société. Depuis les années 1970, où quelques écologistes annonçaient un épuisement imminent du pétrole, jusqu'aux analyses écologiques postérieures, en général justes et bien tracées, la constante déterministe de ce mouvement a représenté sa limite : annoncer des phénomènes qui allaient se produire, des crises déterminées par la dynamique du capitalisme, mais qui, à ces moments précis, ne se matérialisaient pas. C'est une limite majeure, car les sociétés ne se politisent pas grâce à des phénomènes non vécus, mais par la réalité matérielle qu'elles vivent.

De la prophétie à la réalité quotidienne

La dernière décennie a vu l'inversion de cette tendance. La matérialisation de la crise détermine un changement de cycle qui mène l'écologisme vers un autre scénario et nous confronte à la nécessité de donner des réponses concrètes aux problèmes concrets. Et dans ce nouveau scénario, le défi consiste à présenter une proposition politique concrète, permettant d'ébaucher un modèle social et, à partir de là, des issues à des conflits vifs.

Dans l'État espagnol, puissance périphérique du capital, ces conflits se matérialisent de diverses manières : les fermetures d'entreprises polluantes sont peut-être la conséquence la plus dure et celle qui a les effets les plus visibles. Le secteur de l'industrie automobile joue ici le rôle de tranchée, par le caractère pollueur de sa production, par son caractère non-viable économiquement et par la concentration du travail dans de grandes usines. Pour le dire ainsi, c'est la grande bataille du moment, par ce qu'elle

suppose en soi et par ce qu'elle anticipe pour d'autres secteurs des travailleurs-euses.

Le coup de pistolet de la sortie a été donné l'été passé avec l'annonce de la fermeture de l'usine Nissan (constructeur automobile japonais, lié depuis 1997 au constructeur français Renault) à Barcelone. Je n'ai pas la place pour détailler les mouvements du capital qui ont causé cette fermeture, mais notons ici les données basiques : une usine avec peu d'options commerciales en raison de la situation de sa maison-mère, une répartition internationale de la production dans ce secteur, impliquant que Nissan abandonne l'Europe, et une situation de crise galopante de l'économie et notamment de l'industrie automobile. Les manœuvres du capital sont classiques : menacer

d'une fermeture immédiate, reculer ensuite pour offrir des retraites anticipées et obtenir une prolongation où la conflictualité se désactive. La fermeture, postdatée d'un an, est pratiquement assurée, mais l'aspect significatif de ce cas n'est pas la fermeture concrète de cette usine, mais l'alternative que certains secteurs ont commencé à présenter.

Assumer la transformation écologique

En effet, un syndicat – la Confederación General del Trabajo – a jugé nécessaire de présenter un modèle assumant la transformation écologique de l'usine, en recourant à divers acteurs politiques pour élaborer une proposition en ce sens. Celle-ci préconise la reconversion de l'usine pour recycler

des véhicules à combustion en voitures électriques, mises au service des municipalités pour créer des réseaux publics de mobilisation. Une proposition rapidement dédaignée par le gouvernement et l'entreprise, mais qui introduit la composante écologique dans la discussion : la proposition finale est centrée sur la production de batteries pour véhicules électriques.

Peu après l'échec de la proposition pour transformer l'usine Nissan à Barcelone, a eu lieu la fermeture d'Airbus à Puerto Real (Cádiz), une industrie lourde différente, mais dans une situation très similaire en raison de la crise du Covid-19 et les restrictions à la mobilité internationale. Alors que l'on parle de pertes d'emplois et de licenciements dans au moins trois autres usines automobiles dans l'État espagnol (Ford, à Valencia, Renault, à Valladolid, Mercedes, à Vitoria). L'articulation des propositions de transformation écologique de ces sites ne peut tarder : voilà les conflits ouverts sur lesquels se construira la sortie de crise ; nous ne parlons pas seulement d'une conjoncture, mais d'une sortie postcapitaliste, basée sur la réduction de la consommation et sur la répartition du travail. Voici l'opportunité ouverte maintenant pour allier les luttes ouvrières et la construction d'un écosocialisme classiste. Les révolutionnaires ne peuvent pas laisser passer cette opportunité.

Juanjo Álvarez
Traduction du castillan : Hans-Peter Renk

Employé-e-s de Nissan lors du 1^{er} Mai 2021 à Barcelone





Avery White

Pollution, décharges toxiques, et catastrophes naturelles

De manière générale, aux États-Unis, les populations noires ont 75 % de chance en plus que le reste de la population de résider à proximité des installations de déchets toxiques. À salaire égal, les populations noires et hispaniques ont davantage tendance à vivre dans des zones polluées.

Un des exemples les plus significatifs de racisme environnemental aux États-Unis est l'ouragan Katrina. En 2005, il a dévasté les quartiers noirs de la Nouvelle-Orléans mal protégés par les digues et construits en zone inondable. À l'opposé, les habitations des plus riches, situées majoritairement dans les hauteurs de la ville, ont été beaucoup moins touchées. On peut également mentionner l'affaire de l'eau contaminée au plomb à Flint, une ville du Michigan à majorité noire, ou encore la lutte des natif·ve·s américain·e·s de Standing Rock, opposé·e·s à l'arrivée d'un oléoduc sur leur réserve dans le Dakota du Nord.

Bien sûr, ce genre de dynamiques ne se limitent pas aux États-Unis. Prenons par exemple Paris, où les pics de pollution touchent davantage la Seine-Saint-Denis, département pauvre à forte population non blanche. Sans oublier les essais nucléaires en Polynésie ou l'utilisation massive du chlordécone, pesticide ultra-toxique, dans les Antilles françaises jusqu'en 1993 alors qu'il était interdit en France depuis les années 1970. Dans les deux cas, les populations locales et les écosystèmes régionaux affrontent les conséquences dévastatrices qui perdurent jusqu'à aujourd'hui. Les plus marginalisé·e·s sont généralement plus affecté·e·s par les questions d'accès à l'eau, et d'exposition à la pollution. De plus, les catastrophes naturelles touchent déjà de nombreux pays de la périphérie du capitalisme de manière sévère.

Tout mouvement contre la dégradation de l'environnement doit prendre en compte ces dynamiques inégalitaires. Elles affectent les populations non blanches et les groupes opprimés de manière disproportionnée par les différentes formes de pollution et les catastrophes liées au dérèglement climatique. Notre écosocialisme doit inclure les rapports sociaux dans l'enjeu environnemental, en combattant à la fois les inégalités raciales, et les inégalités liées au genre, au statut socio-économique ou encore à l'âge.

Joseph Daher

Camp de protection de la réserve de Standing Rock contre un projet d'oléoduc, 2016

International **Racisme** **Écologie**

LE RACISME ENVIRONNEMENTAL AUX ÉTATS-UNIS ET AILLEURS

Depuis le début des années 1980, le racisme environnemental est dénoncé par une partie du mouvement écologiste. Néanmoins ce discours reste encore peu diffusé. Il est pourtant crucial pour lier luttes contre le racisme et l'urgence climatique.

Le mouvement pour la justice environnementale est né aux États-Unis dans les années 1970. Il est issu du mouvement pour les droits civiques. C'est au révérend Benjamin Chavis, leader de la National Association for Advancement of Colored People (NAACP), que l'on doit le terme « *environmental racism* ».

Le racisme environnemental c'est quoi ?

Le racisme environnemental fait référence aujourd'hui aux nombreuses façons dont les populations non blanches – aux États-Unis, les populations noires en particulier, mais aussi latino-américaines – sont confrontées à des dommages environnementaux plus importants causés par différentes formes de pollution et de dérèglement climatique.

Le racisme environnemental englobe la question de l'emplacement des sites industriels, de la proximité des centrales électriques et des usines, de l'exposition accrue aux déchets et décharges toxiques, ainsi qu'aux émissions des sources mobiles de pollution (voitures, camions et navires) et des dommages disproportionnés causés au sein des populations non blanches par des catastrophes naturelles.

Le racisme environnemental est indissociable du racisme d'État et du suprématisme blanc. La valeur foncière dans les quartiers à forte population non blanche baisse historiquement, permettant à des acteurs industriels d'acquérir des terrains à moindre prix et de s'y installer, entraînant dès lors une plus grande pollution. Les politiques publiques ont également encouragé l'installation de

sites industriels polluants et leurs décharges dans des lieux proches de populations non blanches paupérisées, tout en les éloignant des quartiers plus riches composé majoritairement d'individus blancs. De même, les sources mobiles d'émissions, des voitures et des camions par exemple, se sont généralement concentrées dans des quartiers à majorités non blanches, en raison de la présence de grandes autoroutes et/ou de l'emplacement de centres d'expédition. De plus, les dynamiques de ségrégation résidentielle empêchent les individus de déménager dans des zones moins exposées.

Le racisme environnemental, imbriquant des formes d'oppressions et d'exploitations, perpétue des effets extrêmement néfastes sur la santé des populations non blanches aux États-Unis.

LE LIBERTARIANISME AUTORITAIRE CONTRE LE CLIMAT

Dans leur ouvrage *La finance autoritaire – vers la fin du néolibéralisme*, les sociologues Marlène Benquet et Théo Bourgeron analysent le passage du néolibéralisme à ce qu'ils nomment le libertarisme autoritaire.

Les deux auteur·trice reviennent sur le basculement qu'a constitué l'arrivée au pouvoir de Trump, Bolsonaro, ou Johnson. Loin d'incarner une opposition « populiste » au monde financier globalisé, ces hommes politiques représentent l'avènement progressif d'un nouveau régime d'accumulation du capital : le libertarisme autoritaire. En se penchant sur les comptes de campagne de ces individus, les sociologues identifient un soutien financier important venant

d'une fraction du patronat, liée aux fonds d'investissement, aux hedge funds, ou encore une part importante d'entreprises de la Silicon Valley (GAFAM exceptés).

Mais en quoi le libertarisme autoritaire diffère-t-il du néolibéralisme, qui admet lui aussi une composante autoritaire toujours plus marquée ? Pour Benquet et Bourgeron, la différence essentielle est que la vie sociale est désormais uniquement réduite à la liberté individuelle d'accumuler du capital. Comme l'État ne dis-

pose plus de moyens pour assurer une cohésion sociale, ce régime politique implique nécessairement une réduction des libertés démocratiques, civiques et sociales. En outre, contrairement à la doctrine néolibérale, qui postulait une convergence entre les intérêts économiques privés et le bien commun, il n'y a pas d'articulation – même théorique – entre la liberté individuelle et la liberté collective : seule compte la liberté individuelle d'accumuler du capital.

FASCISME FOSSILE : UNE AUTRE « CONVERGENCE » QUI INQUIÈTE

« Nous sommes aujourd'hui à la croisée de deux tendances : d'un côté, les températures moyennes qui grimpent en flèche ; de l'autre, l'extrême droite qui gagne rapidement du terrain. Aucune des deux ne présente de signe visible de disparition prochaine. Rien n'indique qu'elles vont s'atténuer ou s'inverser de leur plein gré. Que se passe-t-il lorsqu'elles se rencontrent ? ». C'est par ce constat et cette question centrale que se construit ce

récent ouvrage co-écrit par le Collectif Zetkin, un groupe de chercheurs·euses, de militant·e-s et d'étudiant·e-s de diverses nationalités formé en 2018 en Suède et qui travaille sur les écologies politiques de l'extrême droite, sous la coordination d'Andreas Malm. Ce texte très riche s'intéresse aux articulations, parfois subtiles, entre la matrice idéologique de l'extrême droite et celle du climatonegationnisme autour de la défense du capital fossile.

Dans cet ouvrage, ce sont les discours, les pratiques, les organisations et les programmes des écologies politiques de l'extrême droite de treize pays européens et deux pays américains (Brésil et USA) qui sont minutieusement analysés et comparés. Si la première partie procède à un tel état des lieux, la seconde partie se focalise sur l'histoire fossile du fascisme européen, démontrant le lien crucial entre l'ethno-nationalisme des extrêmes droites occidentales et l'usage des énergies carbonées. On pourrait résumer la thèse principale de ce livre de la manière suivante : le fascisme est historiquement lié à

Changement de régime climatique

Les sociologues vont plus loin : à cette évolution politique correspond un changement de régime climatique, qui se caractérise par des incertitudes très élevées sur les conditions de vie sur terre. Les conditions d'accumulation du capital sont donc fréquemment et rapidement redéfinies. Benquet et Bourgeron mobilisent le terme de climatonegationniste – plutôt que climatosceptique – car ces acteurs cherchent activement à créer du profit dans ce nouveau régime. Ils anticipent la raréfaction des ressources et s'organisent pour qu'elle puisse être source de profits. Ces acteurs financiers et leurs *think tanks* luttent ainsi pour affaiblir, voire détruire, les normes environnementales, et revendiquent leur droit à marchandiser la nature et le Vivant.

Anouk Essayad

une économie fossile dont il défend structurellement les intérêts.

Dans la conjoncture historique actuelle, les mots de Rosa Luxemburg résonnent : « *socialisme ou barbarie !* » Oui, l'émergence de l'écofascisme est possible, au même titre qu'une alternative écosocialiste qui serait, au contraire, assurément féministe, solidaire, démocratique et antiraciste. À ce titre, il est évident que la constitution d'un « front unique climatique antifasciste » est une nécessité urgente. Cet ouvrage en est une contribution importante qu'il faut poursuivre, aussi en Suisse.

Steven Tamburini



Marlène Benquet et Théo Bourgeron, *La finance autoritaire : Vers la fin du néolibéralisme*, Éd. Raisons d'agir, 2021



Zetkin Collective, *Fascisme fossile. L'extrême droite, l'énergie, le climat*, Éd. La Fabrique, Paris, 2020.

JAA
CH-1211 Genève 2
P.P. / Journal

LAPOSTE
Journal solidaritéS - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

solidarités

388

6 05
2021

C'est quoi ce journal ?

Vous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidaritéS, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel. Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent. Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...). C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir!

Abonnez-vous !

Abonnements

SOUTENEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet:
solidarites.ch/abonnement

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

- **solidarités**
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40

Sommaire

3 National
Les fausses solutions du « capitalisme vert »

4 Votations
Loi CO₂: après la vague verte les eaux glacées du « réalisme »

5 National
La gratuité des transports publics régionaux séduit toujours plus de cantons

6 Genève
Un pas concret vers la justice climatique en ville
Lumières, catadioptrés, partez, feu: la Critical Mass reprend des couleurs!

7 National
Faire face à la crise climatique à tous les niveaux (suisse)!

8-9 Écologie
Manifeste de la Grève pour l'Avenir: le 21 mai, toutes et tous en grève pour la justice climatique!

10 Féminisme
AVS 21: écotféminisme et retraite

11 Féminisme
Campagne contre le terricide: écotféminisme et décolonialité

12 Monde du travail
Grève pour l'Avenir: quelles mobilisations au sein des syndicats suisses?

13 Monde du travail
Transformation écosocialiste et industrie automobile aux États-Unis et ailleurs

14 Racisme
Le racisme environnemental aux États-Unis

15 À lire
Le libertarisme autoritaire contre le climat
Fascisme fossile: une autre « convergence » qui inquiète

